



## Conseil économique et social

Distr. générale  
31 janvier 2011  
Français  
Original : anglais

---

### Session d'organisation de 2011

18 janvier, 15-18 février et 27 et 28 avril 2011

Point 3 de l'ordre du jour

**Programme de travail de base du Conseil**

### **Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972 portant amendement de ladite convention (New York, 8 août 1975)**

### **Propositions de l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier l'alinéa c) du paragraphe 1 et l'alinéa e) du paragraphe 2 de l'article 49**

### **Note du Secrétaire général**

Dans sa décision 2009/250 du 30 juillet 2009, le Conseil économique et social, prenant note de la communication diffusée par le Secrétaire général (E/2009/78) au sujet de la proposition du Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie, tendant à modifier l'alinéa c) du paragraphe 1 et l'alinéa e) du paragraphe 2 de l'article 49 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972<sup>1</sup>, a décidé, conformément au paragraphe 1 de l'article 47 de ladite convention, telle que modifiée, d'entamer les procédures prévues à l'alinéa b) du paragraphe 1 de cet article, qui dispose que le Conseil économique et social pourra décider de demander aux Parties si elles acceptent l'amendement proposé et les prier de lui présenter éventuellement leurs observations sur cette proposition.

Agissant en sa qualité de dépositaire, le Secrétaire général a communiqué aux Parties à la Convention le texte de la décision 2009/250 du Conseil économique et social, dans une notification dépositaire<sup>2</sup> datée du 30 juillet 2009.

Le Secrétaire général communique par la présente au Conseil économique et social le texte d'une note verbale de la Mission permanente de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies datée du 28 janvier 2011 (voir annexe).

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 976, n° 14152.

<sup>2</sup> C.N.474.2009.TREATIES-3.



**Annexe****Note verbale datée du 28 janvier 2011 adressée  
au Secrétaire général par la Mission permanente  
de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général et a l'honneur de se référer à sa notification dépositaire datée du 6 avril 2009 (C.N.194.2009.TREATIES-2), par laquelle il communiquait une proposition de l'État plurinational de Bolivie tendant à amender la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972 portant amendement de ladite convention (la « Convention unique »), ainsi qu'à sa notification dépositaire du 30 juillet 2009 (C.N.474.2009.TREATIES-3) informant les Parties à la Convention unique de la décision du Conseil économique et social de lancer les procédures prévues à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 47 de ladite convention au sujet de cette proposition.

L'Italie prend la mesure des efforts de l'État plurinational de Bolivie pour réduire la production et le commerce de produits illicites à base de coca. Elle est en outre pleinement consciente des incidences sur le plan culturel de l'amendement et souligne à cet égard qu'il importe de respecter l'identité culturelle et les traditions des populations autochtones protégées par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Elle estime néanmoins que le dialogue visant à promouvoir le respect des traditions autochtones devrait être parfaitement cohérent avec la Convention unique et ne pas en compromettre l'intégrité.

Les États parties à la Convention unique s'engagent à limiter le commerce et l'emploi des stupéfiants exclusivement aux fins médicales et scientifiques. Ils considèrent aussi que la lutte contre la toxicomanie doit être coordonnée et universelle. La feuille de coca figure dans le tableau I de la Convention unique en tant que stupéfiant.

L'Italie estime que lorsqu'ils proposent des amendements, les États parties devraient ne pas perdre de vue l'objet et le but de la Convention unique. La proposition bolivienne risque de créer un précédent politique et pourrait avoir une incidence directe sur le cadre juridique international de lutte contre les stupéfiants. Le signal négatif ainsi envoyé serait en contradiction avec les mesures fixées jusqu'à présent pour combattre le trafic et la consommation de stupéfiants.

Compte tenu de ces considérations, le Gouvernement italien informe par la présente le Secrétaire général, conformément à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 47 de la Convention unique, qu'il n'accepte pas l'amendement proposé par l'État plurinational de Bolivie.

---